

T2137 - 394 - 4,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 394 JEUDI 26 MARS 1981 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

PLUS JAMAIS ÇA !



Des pions sur un échiquier

G REVE : Cessation de travail concertée par les ouvriers d'une usine, les employés d'un magasin, d'une administration, tant qu'il ne sera pas fait droit à leurs réclamations ou qu'un accord ne sera pas survenu. (Dictionnaire Quillet de la langue française, 1948).

Cette définition toute simple ne semble pas aujourd'hui correspondre à la réalité. Il suffit de regarder autour de soi pour s'en rendre compte. Un petit nombre de spécialistes ou prétendus tels décident dans l'ombre de leurs bureaux de l'opportunité de faire grève dans tel ou tel secteur. Des gens qui ignorent depuis longtemps la pression patronale décident de déclencher ou non ce que l'on a appelé « l'ultime recours » des travailleurs : la grève. Quels sont les critères qui amènent ces

messieurs à déranger le déroulement paisible du profit capitaliste ?

Prenons l'exemple de la CGT qui en période pré-électorale sert de caisse de résonance aux propositions du parti communiste et à son candidat « ouvrier » Georges Marchais. Un peu de théorie n'a fait de mal à personne. En effet, dans le déroulement des actions revendicatives, dans le déclenchement et l'aboutissement d'un mouvement de grève, se reflètent les options fondamentales du mouvement ouvrier. Ou l'on considère que les travailleurs dans les entreprises ont un rôle prépondérant dans la lutte sociale, que c'est eux qui en fin de compte décident, ou bien on considère avec Lénine que leurs seuls efforts ne les amènent qu'à une vague conscience « trade-unioniste », c'est-à-dire un syndicalisme à revendications immédiates et que l'élan révolutionnaire ne saurait ve-

nir que d'un parti politique formé d'éléments venus de la bourgeoisie (Lénine - Que faire ?)

Les choses dans la réalité ne sont jamais aussi simples que dans une théorie abstraite, mais le problème de fond est là : un parti politique peut-il à lui seul représenter la classe ouvrière et décider à sa place ? Oui, répondent PC, PS, Ligue communiste, OCI et consorts, chacun jouant sur un violon différent. Quand le PC décide que la classe ouvrière française doit montrer son mécontentement, des forces mystérieuses émanent de la place du Colonel Fabien, traversent le canal Saint-Martin et se cristallisent rue Lafayette où les dirigeants cégétistes s'en imprègnent. On connaît la chanson : la CGT montre ses gros bras et puis s'arrête, le relai étant donné au plan politique.

suite page 8

F° P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN — IZEURE
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE — AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE — VALENCIENNES
 OISE : CREIL — BEAUVAIS
 ORNE : ARGENTAN
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE — BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » — GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG
 LIAISONS
 PROFESSIONNELLES
 — LIAISON DES POSTIERS
 — LIAISON DES CHEMINOTS
 — LIAISON DU LIVRE
 — CERCLE INTER-BANQUES
 — LIAISON ORTF
 — LIAISON INSTITUT DE SONDADES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.
 BANLIEUE SUD
 — FRESNES-ANTONY
 — LES ULIS
 — MASSY-PALAISEAU
 — ORSAY-BURES
 — RIS-ORANGIS
 — MASSY
 — VILLEJUIF
 BANLIEUE EST
 — GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 — MONTREUIL, ROSNY
 — BOBIGNY
 BANLIEUE OUEST
 — NAN TERRE — LA DEFENSE
 — HOUILLES-SARTROUVILLE
 BANLIEUE NORD
 — VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 — DOMONT
 — ARGENTEUIL, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY
 LIAISONS
 La Seyne-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salom, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Meulan, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vi-gan, Brest, Montpellier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hénin-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne, Vosges, Toulouse Alès, Meullin-Sénart.

 Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex.
 Groupe de Tours : pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, BP 2141, 37021 Tours-Cedex.
 Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
 Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.
 Groupe du 11° : permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80330 Longueau.
 Liaison Blois : BP 962, 41009 Blois cédex.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15°), Métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18°.
 Groupe Evreux-Louviers : CES, B.P. 237, 27002 Evreux-Cédex.
 Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 h à 19 h, le vendredi de 14 h à 19 h, le samedi de 10 h à 19 h, le dimanche de 10 h à 13 h, 34, rue de Fresnes à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.
 Groupe du 14° : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix-Faure (Paris-15°), Métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.
 Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local - salle communautaire du moulin de Paris, 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).
 Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.
 Groupe Voline : 26, rue Fiat, 75011 Paris. Permanence le 1° et 3° jeudis de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedis sur rendez-vous.
 Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (sauf le 8/5/81), rue Berthe de Boissieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2° étage, salle Est.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11° (M° Oberkampf) — Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Nous informons les lecteurs, sympathisants et personnes intéressées de la constitution du groupe libertaire de Houilles-Sartroville.

Le groupe anarchiste Quartier Nord de Marseille appelle les sympathisants libertaires de Marseille et de banlieue nord à la contacter via RI.

Un groupe libertaire est en formation sur Rambouillet-Versailles; que tous les anarchistes, libertaires, personnes intéressées contactent les RI.

Un groupe est en formation sur les Deux-Sèvres. Que les camarades libertaires de Bressuire, Niort, Thouars, Parthenay et les alentours prennent contact avec les RI qui transmettront. Plusieurs actions sont envisagées...

Libertaires vosgiens, si la création d'un groupe vous intéresse, contactez les RI qui transmettront.

Les groupes de la Fédération Anarchiste et du mouvement anarchiste rennais appellent les libertaires à se rencontrer sur le thème : « Face aux élections, quelles, actions, quelles propositions ? », tous les mardis, à 20 h, à la MJC de Rennes, rue de la Paillette.

Les libertaires intéressés par la propagation de leurs idées sur Alès et proche région peuvent écrire pour prendre contact avec la toute nouvelle liaison locale.

Sommaire

PAGE 1
 Des pions sur un échiquier
 PAGE 2
 Activités des groupes FA
 PAGE 3
 En bref
 Amis lecteurs
 Souscription
 Procès de Valma
 Meeting antimilitariste à Besançon
 Nucléaire : terrorisme d'Etat
 PAGE 4
 A Boulets Noirs
 Tout dans la nuance
 Politique de l'emploi
 Le billet du patriote
 Le billet de l'anti-France
 PAGE 5
 Société de fric, société de flics
 Sécurité... répression...
 PAGE 6
 Informations internationales
 PAGE 7
 Spectacles, livres, B.D.
 PAGE 8
 Des pions sur un échiquier (suite)
 Sécurité... Répression... (suite)

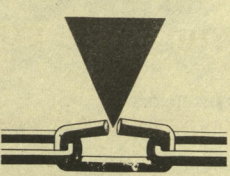
L'Agitateur N° 2 est paru. Le groupe d'Aubenas le met à la disposition de ceux qui le désirent.

Permanences antimilitaristes
 Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers
 Tous les samedis de 14 à 15 h, rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)
 Tous les mardis de 18 h à 19 h tous les vendredis de 19 h à 20 h
 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Dix heures pour l'anarchisme

26 avril — La Mutualité — Paris de 14 à 24 h. Chansons et débats
 Réservations et billets : 3, rue Ternaux, Paris 11°



Affiche imprimée et éditée par la FA
 Format (39 x 56)
 Prix : 2 f l'unité

Fédération Anarchiste
 3, rue Ternaux 75011 Paris. Tél. : 805. 34. 08

TOULON ANTONY

Le groupe Région toulonnaise organise, vendredi 27 mars, à 20 h 30, salle Mozart à Toulon, un meeting anti-électoral. Partie spectacle avec « Meille ». Table de presse. Entrée libre.

Le groupe Fesnes-Antony organise un meeting anti-électoral le vendredi 3 avril à 20 h 30, salle du syndicat d'initiative (Place Firmin Gémier, métro Antony).

Propagande anarchiste

AFFICHES :	
Groupe Sacco-Vanzetti : Halte au flicage des enfants	0,50 F
Groupe de Toulon : Radios libres	0,50 F
Malsand : L'anarchie, la plus haute expression de l'ordre	0,25 F
Groupe Fresnes-Antony : Autogestion (anti-électorale)	0,50 F
Groupe d'Angers : Abstention révolutionnaire, grève gestionnaire	0,60 F
Groupe du 11° : Vous allez voter, alors vivez	0,60 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Le pouvoir est tranquille (anti-électorale)	0,60 F
Groupe Jacob : Autogestion. Occupez-vous de vos affaires !	0,50 F
Relations Internationales : Pologne	0,70 F
Monde Libertaire : Lisez le Monde Libertaire (dessin)	0,50 F
En vente chaque jeudi + l'abonnement	0,45 F
Le Monde Libertaire chaque jeudi	0,40 F
POSTER :	
Union Régionale Centre : Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste (Louise Michel)	10 F
AUTOCOLLANTS :	
Groupe de Brest : Garde à vous ! REPOS	3 F et 2 F
Brest : Non au nucléaire	3 F et 2 F
Evreux : Lisez le Monde Libertaire	3 F et 0,40 F
Evreux : A.R.	2 F et 1 F
Brest : Armée, bourreau du peuple	4 F et 2,50 F
Bernéri : L'armée ça tue	1,50 F et 1 F
Groupe du 11° : Voter c'est abdiquer	1 F et 0,30 F
Toulon : Action directe	0,50 F et 0,25 F
Orsay : Lisez le Monde Libertaire	0,30 F et 0,15 F
Jacob : Peine de mort	0,40 F et 20 f (les 50)
Jacob : Autogestion	0,20 F et 10 F (les 50)

(Les premiers prix indiqués sont les tarifs à l'unité en-dessous de 10 exemplaires, les second, au-dessus de 10 exemplaires.)

ENVELOPPES :
 Tours : 11 F les 50, 21 F les 100, 40 F les 200.

CARTES POSTALES :
 Sacco-Vanzetti : 10 F les 8.

N'oubliez pas les frais de port : 30% de la commande pour les affiches, 10% pour le reste. Pas d'envoi d'affiches au-dessus de 10 exemplaires par type d'affiche. En vente sur place à Publico 2 F à l'unité de une à dix affiches.

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805 34 08
 CCP Publico 11 289 15 Paris

TARIF		
France	Sous pli ferme	Etranger
3 mos	50 F	78 F
6 mos	95 F	150 F
12 mos	180 F	280 F

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus) Pays
 Abonnement Reabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

en

Le fest...
 Comité...
 au Pal...
 Sébast...
 métro...
 Tarifs...
 Etudian...
 Tarif ur...
 Mercre...
 nucléa...
 court-r...
 G. Kot...
 dessin...
 Tahiti...
 de Mar...
 16 mm...
 La Bom...
 60 mini...
 Jeudi 2...
 santé...
 Paul Jac...
 60 minu...
 sur les...
 Inédit...
 Voyage...
 de la ter...
 50 minu...
 Vendred...
 et medii...
 chnouis...
 américa...
 par la t...
 Samedi...
 en Fran...
 à réussir...
 à La Ha...
 (sur l'en...

Après l'...
 du chan...
 (Holland...
 3 franç...
 Désiré e...
 à la fron...
 J.-P. fut...
 Gérard...
 Sisson e...
 de la fait...
 Siéphan...
 de la par...
 de Lille...
 Nicolas...
 passera...
 au tribu...
 (Holland...
 Un gala...
 à la MJC...
 avec Rog...
 Pour plus...
 comité d...
 2, rue d...
 Thury Ha...
 Jean-Mar...
 depuis 19...
 de servic...
 de Rennes...
 Il a comm...
 Triste ré...
 le lundi...
 de Chanti...
 Ils n'ont...
 la ferme...
 un huis...
 Michel Si...
 psychiatr...
 dernier, a...
 « inapte...
 jugé pour...
 le mardi...
 au TPFA...
 Michel Si...
 cellule 245...
 BP 5020...
 Le samed...
 la librair...
 69007 Lyc...
 « Manipul...
 bio-indust...

A Toccas...
 du soulev...
 de la Com...
 par le nou...
 en mars...
 sera organ...
 à l'initiat...
 « De Kron...
 de résistan...
 Participer...
 qui se tien...
 au Palais...
 le dimanch...
 177, rue...
 des militan...
 témoins viv...
 Marcel Bod...
 Boris Souv...
 des dissid...
 nombreux...
 renommés :
 Jacques Ba...
 Roland Bia...
 Vladimir B...
 Castoriadis...
 Victor Fein...
 Georges Fo...
 Pierre Kend...
 Claude Lef...
 Marcel Lieb...
 Boris Souva...
 Kiril Yanat...
 Jean-François

Société de fric, société de flics !

LA crise que connaît actuellement notre société a fait s'effondrer certaines valeurs qui représentaient autant d'espoirs pour les « gouvernés » que nous sommes : fini le temps où l'on pensait que le « progrès » nous apporterait confort matériel, travail et loisirs en même temps... L'inflation, le chômage ont depuis belle lurette pointé le bout de leur nez !

Pour contenter son monde, toujours capable de se révolter, le pouvoir se devait de créer une nouvelle tarte à la crème : ce fut LA SÉCURITÉ. Et au moment où l'on nous prie de retourner aux urnes choisir celui qui organisera notre exploitation, tous les politiciens ont repris ce slogan à la mode et se sont fait les rois de la sécurité. Dommage que dans le même temps, ces mêmes personnes nous fassent courir les pires dangers avec le nucléaire, tant civil que militaire !

Les médias, aux ordres de cette politique, se sont bien appliqués à nous faire peur, le moindre sac volé devenant une affaire « d'Etat ». LES VOYOUS SONT PARTOUT ! Et tant pis si, pour arriver à ce résultat, il faut tromper les gens, manipuler les chiffres, ainsi nous dit-on sans cesse : le banditisme augmente..., mais on nous explique que SEULE la petite délinquance augmente (et encore pas dans les proportions indiquées), la grande criminalité restant, elle, ce qu'elle est depuis bien des années !

En fait, le calcul est simple : les politiciens savent bien que la crise est liée à la nature de la société actuelle, se sachant parfaitement incapables d'apporter de véritables solutions, mieux vaut rejeter les problèmes du chômage, de l'inflation... à l'arrière-plan.

Le devant de la scène sera tenu par la... sécurité, bien sûr. Ils se présentent donc comme défenseurs de la sécurité des honnêtes gens, et c'est à ce titre qu'ils appellent l'opinion publique à les réélire. De plus, l'Etat se donne ainsi la possibilité d'augmenter les effectifs et moyens de la police sans réprobation (pire même, ce sont les populations qui les réclament et même certaines organisations ouvrières comme la CGT !), ce qui, en période de crise où les risques de troubles sont importants, est toujours fort utile.

Qu'on ne s'y trompe pas, les forces de répression serviront demain (et servent déjà) contre les travailleurs en lutte.

A ce sujet, la gauche ne joue aucun rôle d'opposition ; plutôt que de tenir un discours de rupture, elle pratique la surenchère pour se montrer encore plus rassurante. La gauche est ainsi complice du pouvoir ! Aussi, peut-on demander au parti communiste français, soi-disant parti des travailleurs, qui sont les délinquants ? Pensez-vous que ce soit les enfants de la bourgeoisie ou plutôt les gosses des travailleurs les plus défavorisés ? Une nouvelle fois, vous vous conduisez en ennemis de la classe ouvrière !

Pour nous anarchistes, le problème est simple : c'est dans l'organisation de notre société d'inégalités et d'injustices qu'il faut chercher les causes de la délinquance ! La solution n'est sûrement pas dans la multiplication des flics. LA RÉPRESSION NE PEUT RIEN RÉSOUDRE ! Pire même, elle va marginaliser davantage encore une jeunesse qui étouffe, et va la pousser dans le cercle vicieux d'une violence toujours plus aveugle.

FACE A LA VIOLENCE DU POUVOIR, DÉMONSTRONS PAR NOS LUTTES QUE NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ EST LA BONNE SOLUTION !
Jean-Michel
(Liaison FA de Noyon)

SÉCURITÉ... RÉPRESSION... UNE AFFAIRE QUI MARCHE !

LE septennat de Giscard s'ouvrait dans une période de crise pour le capitalisme. Un capitalisme qui, face à un accroissement de la concurrence internationale, à une augmentation des matières premières, allait par la suite être obligé de se restructurer brutalement, ce qui ne pouvait se faire sans soubresaut parmi les travailleurs. Ceux-ci étaient certes bien encadrés par un système de plus en plus aliénant et par les syndicats... mais, sait-on jamais ? Les méfaits de la crise, les menaces sur l'emploi, la baisse du niveau de vie ne pouvaient, à la longue, qu'entraîner une dépression créant une insécurité quotidienne. Laquelle pouvait déboucher sur une explosion populaire dont nos exploiters feraient les frais.

Restaient donc à trouver une soupape de sécurité, un moyen pour détourner l'attention de l'opinion publique sur d'autres problèmes, bref trouver un bouc émissaire. Giscard était tranquille, il avait sept ans devant lui ! Et ce bouc émissaire, ce sera la délinquance qui, petit à petit, entraînera l'élaboration d'une politique de la sécurité, voire d'une idéologie « sécuritaire », dont l'aboutissement final est le projet « Sécurité-Liberté » du sale Peyrefitte.

Certes, la bourgeoisie a mené de tout temps des campagnes de la peur. Et si la sécurité était cotée en bourse, nul doute que la boursicotière de l'Elysée en aurait un sacré paquet dans son portefeuille.

Avec un léger recul, nous pouvons désormais cerner les différentes étapes de cette politique répressive ouverte dès 1974 par Poniatowski : devant les risques de conflits sociaux qui pouvaient devenir graves, la bourgeoisie se devait de moderniser et renforcer le contrôle et la répression d'Etat. Pour parvenir à ses fins, il lui fallait évidemment bénéficier d'un large consensus. Et un citoyen qui tremble de peur dans la rue ou le métro, sur son palier et même dans son lit, est assurément un individu fin prêt pour accorder approbation et soutien à toutes les mesures qui pourraient un tant soit peu le rassurer. Ce sera la montée en épingle de la délinquance. La haine du délinquant étant profondément ancrée dans l'esprit du public, l'Etat s'en prendra ensuite à l'institution judiciaire où subsistaient, en petit nombre il est vrai, quelques magistrats et avocats qui n'avaient pas que leur promotion en tête. Et le tout, nous l'avons dit, aboutira au sinistre projet Peyrefitte ne faisant que codifier des pratiques policières et judiciaires déjà courantes.

Une délinquance montée en épingle

En Allemagne, ce fut le terrorisme de la bande à Baader qui permit la généralisation des lois les plus répressives. En France, faute de terroristes dignes de ce nom, ce fut la délinquance. Tous les mass-média à la solde du gouvernement prêtèrent main forte à cette campagne et ouvrirent largement leurs colonnes à la manipulation du public. Un premier essai fut d'attirer l'attention

du public sur la grosse délinquance. Non pas celle à col blanc, mais les gros cambriolages, style casse de Nice ou affaire Mesrine. Cependant, les résultats ne furent guère encourageants : les prouesses techniques des uns, le courage et la hardiesse des autres, ne soulevèrent pas l'indignation populaire, loin de là ! Bien au contraire, puisque la police en fut déconsidérée, et dans l'imagerie populaire, le truand qui réussissait un gros coup faisait vite envie et pouvait passer pour un héros. La presse n'en fit donc plus ses choux gras. On vit même le gouvernement attaquer certains journaux qui s'attardaient un peu trop sur les grandes affaires (interview de Mesrine, par exemple). Non, aujourd'hui, les médias travaillent dans le petit bien, l'Etat s'étant aperçu que les résidences secondaires, avec leurs transistors sans défense, étaient plus à même de mobiliser toute cette petite bourgeoisie trouillardarde prête à gueuler à toutes les mesures réactionnaires qui pourraient sauvegarder « leur bien ». Puis récemment, l'Etat s'est aperçu que tout le monde

ques individus qui ne veulent pas respecter ce système social et qui sont particulièrement dangereux. La majorité silencieuse fera le reste : ces quelques individus, ce sont toutes les « populations » censées alimenter le foyer de la délinquance : couches populaires et surtout chômeurs, jeunes et immigrés.

Le mise en place d'un puissant arsenal répressif

— Les citoyens réclament des flics :

Dans un premier temps, l'Etat vise quasiment à installer un policier par immeuble. A l'installer, et non à l'imposer, puisque grâce à la campagne contre la délinquance, ce sont les populations elles-mêmes qui réclament de plus en plus de flics pour les protéger d'une peur artificiellement créée ! De fait, les effectifs de la police sont en progression constante depuis... 68. Non seulement la France a la police la « meilleur du monde », mais c'est en plus le pays où le nombre de flics est le plus élevé par rapport à la population. La technique dernier cri, c'est l'« otage », déjà dénoncé dans ces colonnes,



n'avait pas une résidence secondaire à protéger, et que tout une frange de la population pouvait rester en dehors de cette vaste manipulation sécuritaire. Par contre, tout le monde a une vie à défendre, même les travailleurs. Et, depuis quelques mois, les risques de violence physique sont devenus un des grands thèmes sécuritaires. Chaque individu, soigneusement mis en condition, tremble pour sa petite carcasse. Il tremble dans les stations de métro désertes, il tremble dans le bus qui risque à tout moment d'être attaqué par une horde de voyous, il tremble quand il gare sa voiture au parking... bref, il tremble sans cesse ! Et la délinquance est devenue un élément important de la vie quotidienne. Une série de campagnes ont été axées sur les permissionnaires, sur les prisons « quatre étoiles », sur les centres de sécurité. Quelques affaires privilégiées ont soigneusement fait la première page des médias avec titres de six colonnes à la Une. Le but de toute cette intoxication était de bien faire comprendre que ce qui menace notre tranquillité, ce n'est pas le système social qui nous entoure, mais quel-

où policiers et gendarmes, grâce aux campagnes sécuritaires, sont supposés se trouver tels des poissons dans l'eau au sein d'une population reconnaissante et aimante.

L'Etat vise plus loin : il s'agit de faire rentrer un flic dans la tête de chacun de ses administrés. Chaque citoyen doit devenir un fidèle auxiliaire de la police et participer avec elle, main dans la main, à l'assainissement de notre beau pays. Si, dans ce système capitaliste, il est bien une forme de gestion directe qui ne sera pas illusoire, c'est bien l'autogestion de la répression ! On se rappelle les déclarations de Peyrefitte lors du rapt d'Empain : « Il faut la délation pour les criminels, cela fait partie du code ». Pour faciliter l'accomplissement de ce devoir, le radio, la télé et les journaux sont mis à contribution, pas encore systématiquement comme en RFA, mais ça viendra. Ô ironie, on verra une partie de la population pleurer sur l'auriculaire de ce malheureux Empain qui, par ailleurs, fait peser des risques autrement graves par le biais de l'industrie nucléaire dont son groupe est un maillon essentiel.

Ce que recherche l'Etat, c'est établir un quadrillage de plus en plus serré de la population, avec l'aide et l'assentiment de cette dernière. Et, par contre-coup, habituer le public à la défiance automatique vis-à-vis du passant ou du voisin. Pari qui est en passe d'être tenu, au-delà même de toutes espérances, puisque désormais certains préfèrent tirer à vue plutôt que de s'emmerder à décrocher le téléphone. La floraison actuelle d'excités de la gachette est la conclusion logique des campagnes de Peyrefitte fidèlement secondé par les fascistes de Légitime Défense.

— Répression : gauche-droite, même combat :

Un autre aspect qu'il nous faut évoquer, c'est celui de la démission quasi totale des partis de gauche face à l'extension de la répression. Pis, il n'ont pas hésité à rejoindre leurs voix à celles de tous les partisans de l'ordre. La palme revient sans aucun doute au PCF qui a bien compris que l'air du temps s'appelle Sécurité, et qu'il devenait plus qu'opportuniste, surtout à l'approche d'élections capitales pour sa survie, de gueuler avec les loups. En quelques semaines, il a réussi ce tour de force, lancer une campagne sur la sécurité à faire pâlir d'envie Peyrefitte lui-même. Pas une municipalité qu'ils dirigent où ils ne gueulent à grands cris qu'ils ne toléreraient pas la violence et l'insécurité. Et de réclamer gaillardement des flottes, des commissariats dignes de ce nom. Pour bien se faire comprendre des masses silencieuses, il fait bien comprendre que les fauteurs de troubles, ce sont tous ces loubards, issus de la zone. Poussant sa dialectique un peu plus loin, le PCF a finalement trouvé que ces zonards, c'était avant tout les jeunes, surtout quand ils sont immigrés, les drogués qui pervertissent la santé de la jeunesse française et, depuis peu, les objecteurs de conscience, partie prenante au même titre que les précédents de la subversion intérieure !

Ces réflexions ne sont évidemment pas pour nous étonner. Nous nous rappelons fort bien que deux de nos ministres de l'Intérieur sont issus des rangs de l'opposition : Jules Moch et Mitterrand. La gauche, qui espère bien s'installer au pouvoir un jour ou l'autre, ne peut donc faire autrement que d'œuvrer à parfaire les mécanismes les plus sophistiqués de la répression bourgeoise. Toute amélioration pouvant être apportée aux dispositifs visant à affiner le contrôle social, ne peut trouver chez eux que complicité tacite et tolérance bienveillante. Pour la gauche, il n'est évidemment pas question de détruire un appareil dont l'Etat a trop besoin pour sa survie ni d'en changer d'ailleurs la nature et la fonction. Car, qui sait, un bon appareil répressif, rôdé, expérimenté, ayant fait ses preuves, loyal et respectueux des ordres reçus, et dont on hériterait d'un coup, cela peut toujours servir...



informations internationales



Le coup d'Etat militaire du 23 février en Espagne

LA NUIT DES GÉNÉRAUX

Le coup d'Etat

Il est de peu d'intérêt, pour notre hebdomadaire, un mois après les événements du 23 février, de s'attarder sur le déroulement. La presse quotidienne s'en est chargée et il importe plus, ici, d'essayer d'en expliquer les raisons et d'en tirer les leçons.

Il va de soi que la mise à exécution du coup d'Etat militaire, en Espagne comme ailleurs, requiert une préparation, et à ce sujet la première explication tendant à faire reposer tout le poids de l'opération sur les épaules du lieutenant-colonel Tejero, cet exalté à gueule sinistre portant tricorne, n'a pas tenu bien longtemps. Les arrestations de quelques personnalités du haut commandement militaire, aux gueules tout aussi sinistres, en quelques endroits du pays, est venu le confirmer, s'il en était besoin.

Cependant, l'autre explication — l'officielle — qui souhaiterait nous faire croire que tous les officiers plus ou moins impliqués dans l'histoire se trouvent sous les verrous, mérite l'examen. L'ampleur du complot est certainement plus importante qu'on veut bien le laisser entendre. Si Valence a été la seule région à emboîter le pas aux envahisseurs des Cortès, le Parlement espagnol, on sait aujourd'hui que ça n'est pas l'envie qui en a manqué du côté de Séville, Valladolid et Saragosse notamment. Pour la petite histoire, il est confirmé que dans cette dernière des régions citées, sur-militarisée et stratégiquement importante, les cours de l'académie militaire furent suspendus et tous les officiers de haut rang appelés dans leurs quartiers une heure et demie avant le déclenchement de l'opération de Madrid. Hasard ?

Il est établi en effet que les conjurés du 23 février avaient, dans un premier temps, décidé de frapper un peu plus tard, vers le 20 mars. La dégradation subite du climat social, due à une série d'événements rapprochés, et la crise ouverte au sein du parti gouvernemental auront été les facteurs déterminants qui ont amené les militaires rebelles à ne pas attendre le printemps pour entrer en scène.

Depuis la démocratisation du régime, sur laquelle nous reviendrons, on sait que le climat social a toujours été tendu, à cause principalement du terrorisme, basque surtout, véritable épine plantée dans le pied de la politique de consensus menée tant bien que mal jusque là. Essentiellement dirigé contre des membres de la police et des militaires, c'est bien sûr dans ces milieux, enfants chéris du franquisme et ultimes refuges de la canaille fasciste, qu'il va instaurer un malaise permanent que les plus fervents nostalgiques du régime antérieur sauront sans peine exploiter à leur

faveur, multipliant les avertissements à l'égard d'un gouvernement accusé de s'être fait comme une raison de ce problème insoluble auquel il n'a su opposer qu'une inefficacité chronique. Dans ces deux mois qui précèdent l'événement, un premier fait va d'abord gifler la susceptibilité de l'ultra-droite policière et militaire : l'annonce du voyage du roi au pays Basque. Pour ces amoureux de l'autorité la plus bestiale, dont le principe premier est d'imposer l'ordre (le leur) à tous prix, ce voyage royal au paradis du terrorisme sera considéré comme une insulte. Le chahut organisé des élus de la coalition nationaliste Herri Batasuna, venus interrompre les beaux discours, ne participera pas, faut-il le préciser, à réparer l'outrage. C'est dans ce climat, alourdi par l'assassinat, par l'E.T.A. militaire, d'un ingénieur, qu'on apprend l'autre assassinat, celui du militant basque Arregui, mort entre les pattes des tortionnaires de la police. La forte campagne de protestations qui va suivre, comme la destitution de certains hauts responsables de la police, vont contribuer à envenimer davantage ce climat, précipitant les événements.

Parallèlement, le gouvernement est entré en crise, entraînant la démission de son chef, Adolfo Suarez. Parti sans donner de véritable explication, son départ fut imputé aux pressions exercées sur lui par divers secteurs de son propre parti, mécontents de sa politique. On s'est pressé, à l'époque, avec un peu trop d'insistance pour que ce soit tout à fait vrai, de nous convaincre de l'inexistances d'autres pressions supposées de certaines institutions jouissant d'une autre importance. Les militaires en premier lieu, pour les raisons évoquées plus haut, chez qui par ailleurs l'éparpillement du pouvoir central, confirmé par le processus d'attribution des autonomies, est venu accentuer le mécontentement. Ensuite, celle qui est toujours là, collée à la précédente comme cul et chemise, l'Eglise, omniprésente, elle aussi mécontente du réel, bien que relatif, affaiblissement de ses pouvoirs depuis la fin du franquisme, et qui a mis le paquet à l'occasion du projet de loi sur le divorce, aujourd'hui mort-né grâce à ses bons soins.

On peut donc raisonnablement penser que la multiplication des réactions hostiles à sa politique, exploitées à outrance par l'ultra-droite et la curaille, et surtout la probable invitation des militaires à mettre un frein à son « libéralisme », sous peine d'entrer dans la danse, auront décidé Suarez à abandonner le navire, créant le vide politique

non prévu, dont la rébellion du 23 février a choisi de profiter et qu'elle a bien failli combler.

Les possibles raisons de son échec

Toutes sortes d'explications ne manquent jamais, au lendemain d'un événement comme celui qui a secoué l'Espagne, de se faire jour. Il est bien sûr difficile d'en avancer une qui fasse fonction de vérité définitive. Seuls les acteurs principaux de cette tragédie, aujourd'hui arrêtés, pourraient peut-être le dire. Comme il est peu probable qu'ils soient, eux, soumis à la torture, nous ne le sauront sans doute jamais. Nous pouvons toutefois nous livrer, nous aussi, à la lumière des renseignements qui ont filtré, au jeu des suppositions.

Si la détermination des officiers impliqués, plus nombreux qu'on ne l'imagine, rappelons-le, avait été la même que celle du lieutenant-colonel de la garde civile occupant le Parlement et du général Milans del Bosch, maître absolu durant quelques heures de la région de Valence, on voit mal ce qui aurait pu retourner la situation. Seule l'hésitation de la plupart d'entre eux peut donc expliquer l'échec final du coup d'Etat. Mais, à son tour, qu'est-ce qui peut bien expliquer cette hésitation ? Il semble, plus que tout autre chose, que tout ait tourné autour de la personne du roi et du rôle que souhaitaient lui voir jouer les généraux rebelles. Il est probable que beaucoup étaient prêts à se lancer dans l'aventure, assurés de la caution de celui-ci, qui jouit incontestablement d'une certaine autorité dans les milieux militaires. Il est cependant plusieurs façons de s'attacher la caution d'un personnage de haut rang, et c'est sûrement la méthode à employer pour l'obtenir qui aura donné lieu à l'affrontement entre militaires et au renoncement de la plupart à l'opération. Mis au pied du mur, avec un Parlement occupé et cinq ou six régions muselées comme le fut celle de Valence, on peut se demander ce qu'aurait alors été chez le roi ce qu'on appelle aujourd'hui son « indéfectible attachement à la Constitution », et affirmer que le choix fit par ce dernier a été le résultat de la non-application de cette méthode dure plus que d'un amour immodéré de la démocratie.

A partir de là, on peut à loisir se chercher des raisons à l'échec du coup d'Etat, comme dans le rôle exagérément important attribué à la radio. L'abandon des studios de la radio nationale, occupée dès les premiers instants, ne peut s'expliquer que par cette décision de renoncement de certains militaires, car on imagine mal ceux-ci se livrant chacun dans leur province à un soulèvement et coordonnant leur ac-

tion l'oreille collée au transistor. Mais l'opinion est ainsi faite qu'il lui faut, pour mieux justifier son inaction, trouver des héros d'un soir...

Comme en 1936 ?

L'événement passé, dans ce pays cher aux cœurs des libertaires, a bien sûr fait songer, ici comme ailleurs, au coup d'Etat franquiste du 18 juillet 1936, point de départ de la grande révolution que nos camarades de la CNT et de la FAI devaient marquer de leur empreinte avant d'être détruite par la sauvagerie fasciste.

Sans qu'on puisse la considérer comme une des raisons essentielles qui ont pesé sur l'issue finale des événements du 23 février, la situation actuelle n'est toutefois pas la même que celle qui décida le sinistre Franco à mener sa croisade. En 1936, sur le plan politique, les classes dominantes s'affrontent durement au Front populaire, et les militaires qui se lanceront dans le coup d'Etat seront assurés d'un appui important dont leurs collègues d'aujourd'hui, tentés par une même aventure, ne bénéficieraient pas dans le moment présent. On exceptera bien sûr l'Eglise, qui a toujours su attendre la fin des combats pour proclamer sa confiance de toujours au vainqueur. Mais des protagonistes importants du monde d'aujourd'hui, comme le sont le patronat et la grande banque, même si on trouve dans leurs rangs des partisans avoués du régime antérieur, ont choisi de jouer, pour l'instant du moins, une autre carte. Et c'est précisément contre un gouvernement qui représente ces secteurs, et non une coalition des partis de gauche, comme était la gauche en 1936, que s'opère le soulèvement militaire du mois dernier.

Socialement, toute la période actuelle est marquée par une prédominance dans le mouvement ouvrier des syndicats réformistes, autre différence importante quand on sait que la classe ouvrière espagnole de 1936 est, elle, fortement influencée par l'anarchisme de la CNT. Ces syndicats réformistes, de la même manière que les partis politiques ont été invités à écarter l'affrontement brutal et à se livrer à une po-

litique dite de consensus, sont appelés eux aussi à participer à la farce et chargés de veiller à l'application de cette politique, qui se traduit dans les faits par l'appui à une Constitution qui justifie et consacre l'existence des classes, par l'adoption d'un Statut des travailleurs qui justifie et consacre l'exploitation de ceux-ci par une minorité de parasites, et par l'organisation d'élections syndicales garantissant la victoire des enfants sages du syndicalisme bedonnant.

Cette rapide description finale de la réalité politico-espagnole nous amènera, dans un prochain article, à examiner ce régime de transition démocratique, en même temps que la réaction de ses défenseurs au récent coup d'Etat et les conséquences directes et sociales de l'Espagne.

(A suivre...)

FLORÉAL

Communiqué

Bien que Pietro Valpreda ait été acquitté une nouvelle fois lors du procès à Catanzaro, pour l'attentat de la banque de l'Agriculture à Milan, perpétré le 12 décembre 1969, la vérité n'y trouve pas son compte. En effet, l'Etat italien, principal acteur de cette tragédie, tente de se disculper en acquittant également les fascistes et les services secrets italiens.

Contrairement au procès de 1974, au cours duquel les fascistes, manipulés par les services secrets, avaient été condamnés, cette fois, l'Etat, pour ne pas être reconnu coupable, préfère acquitter les exécutants. Ceci nous prouve une fois de plus que l'Etat est et restera toujours une institution coercitive opposée à l'émancipation des travailleurs.

Fédération Anarchiste

A partir du 1^{er} Mai 1981 :
nouvelle adresse
de la librairie de la FA :
145, rue Amelot, Paris 11^e

ROUMANIE

L'ouvrier roumain V. Pareschiv, suite à son action au sein des travailleurs et en faveur des droits de l'homme, fut contraint à l'exil en 1977. Décidé à reprendre le combat contre la bureaucratie, pour le socialisme, dans son propre pays, il rentre en Roumanie un an plus tard et milite dans le cadre du syndicat libre SLOMR. Depuis mars 1979, sa famille, ses proches ainsi que ses camarades sont sans nouvelles de lui.

NOTE DE LECTURE

UN PIANO EN BOULEAU DE CARELIE

(mes années de Russie, 1917-1927)

Par Marcel Body

Ed. Hachette

C' EST toujours extraordinaire pour un jeune militant que d'approcher un personnage comme Marcel Body. Quatre-vingt-sept ans, quasiment sourd, mais en pleine possession de ses moyens, une mémoire d'éléphant, de la malice et de la truculence à revendre...

Mobilisé en 1917, Marcel Body qui a appris le russe à Limoges avec un émigré, est envoyé à Moscou avec un groupe d'constructeurs d'artillerie. C'est l'époque de l'alliance entre la France et la Russie tsariste contre l'Allemagne. Peu après son arrivée, éclatera la révolution et en tant que socialiste, Body sera tout naturellement conduit à s'intéresser aux événements qui se déroulent sous ses yeux. Très rapidement, il s'intégrera à la révolution en marche et sera à l'origine, avec Jacques Sadoul, du groupe communiste français. Un bolchevik de la première heure donc, qui fréquentera les Lénine, Trotsky, Kamenev, Victor Serge, Alexandra Kollontai, Staline... et qui participera, à des degrés divers, à l'édification de la Russie soviétique. Il en vivra les grands moments. Le coup d'Etat bolchevique, la lutte contre les Blancs en Ukraine, l'anéantissement des anarchistes à Moscou, Kronstadt, la terreur rouge, la NEP, les trois premiers congrès de l'Internationale communiste, etc. Très vite cependant, Marcel Body prendra ses distances vis-à-vis de la dictature effarante du parti bolchevique sur le prolétariat. Une fois Lénine mort, il refusera d'appuyer Staline, Trotsky ou Kamenev dans la lutte au couteau qu'ils ont engagée pour s'emparer du pouvoir. Un ressort s'est brisé en lui. Il a les yeux pleins de la misère qui s'étale devant

lui et le cœur serré par la répression effroyable qui frappe tous ceux qui contestent le monopole du parti sur la révolution. En 1927, il retournera en France et quittera peu après le parti communiste.

On s'en doute, son bouquin, qui raconte son séjour en URSS, est passionnant. Ce n'est pas tous les jours qu'on rencontre quelqu'un qui a vécu la révolution d'octobre de l'intérieur et qui vous parle de Lénine comme d'un vieux pote. Par-delà ce vécu dont l'intensité est incontestable, le livre de Marcel Body laisse un goût amer. On y voit un homme avec un cœur gros comme ça qui, cependant, à son échelle, a contribué à l'instauration du régime le plus totalitaire que la terre ait jamais porté. Pire, malgré son départ d'URSS et sa sortie du parti communiste, on se rend compte que Body reste ce qu'il a toujours été, un analphabète politique. A maintes reprises dans son livre, on le voit regretter le parti bolchevique des débuts de la révolution et soupirer sur le grand Lénine qui, si le diable ne l'avait pas rappelé à lui, aurait empêché la dégénérescence du système. Dégénérescence, mon cul ! Le marxisme à la mode de Marx, Lénine, Staline, Trotsky, Mao, Castro... porte la dégénérescence en lui comme la nuée l'orage. Le problème n'est donc pas celui des hommes ou des circonstances. C'est cela la véritable leçon d'Octobre. Marcel Body ne l'a pas compris. Il ne le comprendra jamais !

Cela étant, son livre est un témoignage remarquable qu'il serait dommage de laisser dans l'ombre du silence et de l'oubli. Un livre à lire, donc, pour que plus jamais, on ait à revoir de telles choses !

Jean-Marc RAYNAUD



DOUZE ans après Mai 68, deux ans après la rupture de l'union de la gauche, le 11 octobre 1979, Alstom Saint-Ouen est occupé !

Flash back : le 27 septembre, pour fêter le centenaire d'Alstom Belfort, la direction dépense près de 60 000 francs pour organiser un super banquet où sont invitées les grosses huiles européennes du patronat. « Généreuse », elle offre aux 7 000 salariés de l'entreprise soit un stylo, soit du cognac, soit un ouvre-bouteille. La réponse fut : 43 jours de grève.

Jean-Pierre Thorn, ancien OS d'Alstom, rejoint ses camarades et leur offre, en soutien, sa caméra. Ce film, c'est l'aventure au jour le jour de ces grévistes. Ce n'est pas le reportage-télé qui globalise l'événement pour le faire grossier, le rendre spectaculaire. Les effets de masse, de meeting, sont rares. La caméra s'arrête sur 4 ou 5 anonymes, 4 ou 5 trajectoires individuelles.

Rocky, le loubard, qui devient responsable de la commission solidarité ; Danielle, petite employée, qui devient méchante malgré elle ; Henri, militant CGT qui finit par conclure qu'il faudra certainement en venir à la violence ; Gérard, qui, déçu par tous les modèles socialistes contemporains ne veut plus se battre pour rien et préfère arracher au patron les 35 heures et le 13^e mois ;

c'est la dame qui tricote au piquet de grève et qui ne veut plus reculer « parce qu'on n'arriverait plus à vivre ».

C'est l'apprentissage quotidien dans la lutte. C'est une prise de conscience qui s'éveille et s'élève. Ceux d'Alstom n'ont pas attendu l'exemple polonais : Les AG se suivent régulièrement, le comité de grève s'installe le deuxième jour, l'action directe est pratiquée (opération « coup de poing » à la Bourse ; production d'objets familiers pour le soutien ; enlèvement des pièces principales des machines).

Bien vite, deux forces s'opposent : les grévistes et les syndicats. Aucun relais au niveau de la population de Saint-Ouen. Les élus locaux n'ont pas fait leur boulot. Pourtant Saint-Ouen se trouve en banlieue rouge ! Merci monsieur le maire, merci monsieur le député communiste de la circonscription ! Les travailleurs sauront maintenant sur qui compter, sur EUX !

Aucune aide au niveau syndical, les fédérations CGT et CFDT de la métallurgie n'ont absolument pas essayé de relayer le mouvement. Renault n'a pas bougé ! Les travailleurs l'ont amère ! Douze ans après Grenelle, ceux d'Alstom mangeront encore des lentilles.

Le *Dos au Mur* sort le 25 mars au studio Saint-Séverin (Paris) et dans quelques salles de banlieues, autant dire qu'il va falloir être vigilant pour ne pas le rater. Mais le mieux serait d'emmer-



der à fond votre MJC, votre syndicat ou votre comité d'entreprise pour qu'ils le passent dans votre boîte. (Les Productions de la Lanterne : 584.21.14).

Il est temps de se remuer un peu, si on veut réaliser la deuxième partie du film et remplacer le sempiternel « A suivre... » par le mot victorieux... FIN.

J.S.

Gérard Blanchard à Paris

SE retrouvant chômeur par la fusion des multinationales du rock, notre tourangeau, Raspoutine du hard-musette (voir article dans un ML d'avril 80) débute enfin à Paris. Entre deux tournées théâtrales, où il interprète Jiminy Cricket sautillant sur un fond d'humour juif, il sera à la Tanière, les 1, 2, 3 et 4 avril à 22 h 30, 45 bis, rue de la Glacière, dans le 13^e).

Son one et accordé... one man show gagne en largeur et en épaisseur, il a la tête d'un p'tit Pierre, d'un Jeannot qui n'a usé qu'une culotte courte à la communale. Mais cette tête-là attaque au fond de la gamelle, quand l'accordéon étire ses soufflets dans une seule note, sa SKA botine cabôche sourie, le pied cogne par terre, son corps avance et recule, à ressorts ; le zombie de service se pend avec le tuyau de la lance à incendie.

L'humour reste blafard, le teint BLUES-atte peu à peu. Le feeling devient RYTHM AND BLUES... à essayer avec un blachos à la batterie et un quarteron au saxo.

Dans ses nouvelles chansons, le rock initial agrandit ses registres. On connaît enfin l'origine de la mère Denis : une fausse évadée d'un kolkhoze géorgien que le KGB a infiltré à la télé (chanson anti-communiste primaire). Le métro est en grève, les chiottes sont bouchées : une petite fille retrouve son ami évanoué (chanter la drague, c'est plus ce que c'était). On ne sait toujours pas si le petit chaperon rouge touche enfin sa pension alimentaire (les ringards, victimes des manipulations génétiques repartent vexés).

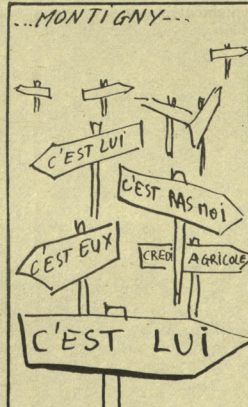
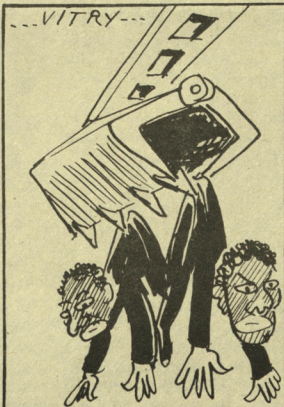
Alain CRAPAUD et Jean-Marc BOULET

Précisons aussi que Gérard Blanchard chantera à l'œil pour ses potes anars au gala anti-électoraliste de la FA, le 26 avril à la Mutualité.

Livres en vente à Publico

Nous prendrons les usines, M. Peyrenet (Berliet, la gestion ouvrière 44-49)	50 F
Pisarro, Shikes et Harper	90 F
Un « laboratoire social » au XIX ^e siècle, Montceau-les-Mines	90 F
Etre exploitées, Collectif italien	14 F
Terminal 1984, « l'informatique ! », n° 2 et 3	12 F
« Informatique et sécurité », n° 4	12 F
Rapport sur l'état actuel de la Vendée, M. Perraudou	45 F
Matériau d'une théorie du prolétariat, G. Sorel	45 F
L'Etat ITT souverain, A. Sampson	15 F
Photos commentées en hollandais des événements de ces dernières années	30 F
Revue de l'ARDÉCOM, N° 1	10 F
N° 2	18 F

mein Kampf, L'ESPOIR AU PRÉSENT...



Tou 201

DES PIONS SUR UN ÉCHIQUIER (suite)

Quand l'agitation devient intense comme en ce moment, la confusion des deux rôles (syndicat/parti) devient totale. Ainsi, au Journal Officiel dans le 15^e, la section du PS dresse-t-elle un cahier revendicatif comme le ferait un syndicat. A Châtillon-sous-Bagneux, à l'Aérospatiale, la CGT de l'entreprise est visiblement débordée : à la cantine, sur les panneaux syndicaux, il y a souvent *L'Humanité* ! Bavures de politiciens impatients qui doivent trouver que les structures syndicales de base sont bien paralysantes...

La CGT se présente comme la seule organisation syndicale qui n'accepte pas le réformisme et qui se bat sur son propre programme. Voire... La CGT, dans la conjoncture actuelle, ne fait souvent pas mieux que la CFDT ou FO. Elle dit qu'elle ne donnera aux travailleurs que des conseils de « bon choix » issus de son programme, mais les déclarations publiques des « citoyens »

Cela a dû pourtant leur en coûter de fermer des UL en Seine-Saint-Denis... La mécanique bien huilée aurait-elle des hoquets (sic) ? Même dans le parti communiste, l'unanimité ne s'est pas faite autour de la candidature de Georges, les contradictions internes rendent basistes des militants fraîchement arrivés du joyeux temps de l'union de la gauche. Y'en aurait même qui diraient que le parti, c'est bon pour les élections, et encore !

« La gauche au pouvoir en 36, ça a été les congés payés, mais la seule chose importante, c'était les travailleurs en grève dans les usines, y se sont fait de la pub sur notre dos ! » Minimisation du rôle du parti, c'est toujours bon à prendre ! Tout cela pour dire qu'il y a une brèche dans le grand édifice PC-CGT. Les conflits des dirigeants se calquent sordidement sur la polémique PS/PC pendant que le nombre d'adhérents baisse. A



Séguy et Krasuki montrent la voie à suivre...

Les luttes CGT dans le textile, la sidérurgie, l'automobile, le papier-carton, la RATP, les mines, le livre, les retraités, menées tambour battant, auraient-elles un autre but que l'intérêt des travailleurs ? Le quidam syndiqué de base voit bien le truc.

Alors que cela ne marche pas très bien question affiliations et combativité, on organise de grands déploiements de forces pour montrer que la CGT est toujours là face au patronat. Tout cela serait acceptable en soi (des grèves pendant des « temps forts » peuvent arracher des acquis non négligeables), si l'unique but, à peine déguisé, était la caution syndicale apportée à la candidature Marchais. Sans parler des problèmes de la CGT qui, depuis le congrès de Grenoble, a perdu près d'un million d'adhérents... La *Vie ouvrière* ne vendrait plus, en moyenne, qu'à 130 000 exemplaires (pour environ 1 400 000 adhérents...). Dans cette situation, l'appareil du parti communiste semble décidé à aller loin. Privilegier coûte que coûte l'intérêt du parti dans la CGT, même si la chute des adhérents continue.

croire que cela n'est pas leur problème...

Il serait temps, pourtant, de parler de syndicalisme, et seulement de ça. Si on ne les détourne pas de leur rôle fondamental de concentration autonome de la force des travailleurs, les structures syndicales peuvent être une force immense. Leurs actions, revendications salariales, grèves, doivent être décidées au sein de l'entreprise. Si une coordination doit exister au plan géographique ou professionnel, cela doit être fait sur des mandats précis, impératifs. Chaque délégué n'étant que cela et surtout révocable à tout moment. Une grève peut être toujours bonne pour les travailleurs, à nous de la mener plus loin que son rôle préconisé par les partis politiques de tout poil.

Avoir un travail de gestion, ouvrir les esprits à une autre organisation de la société, celle des producteurs qui exproprient le capitalisme, bref, ne compter que sur soi-même. Ne plus être un pion sur un échiquier, mais une force réelle à la base. Expliquer tout cela, voilà ce que doit être le travail militant des libertaires, à la CGT comme ailleurs.

SÉCURITÉ... RÉPRESSION... UNE AFFAIRE QUI MARCHE ! (suite)

Supprimer les gêneurs

La cadre répressif étant ainsi fixé, restait à y apporter quelques retouches pour le rendre opérationnel. Nous ne nous attardons pas sur le fichage et la mise en surveillance électronique de la population, biais par lequel l'État compte organiser et rationaliser le contrôle de celle-ci afin de mieux détecter les « gens à risques (*Le Monde Libéraire a d'ailleurs déjà évoqué ces problèmes*). L'État semble s'être mis quelque peu en veilleuse pour l'instant sur ce point. Par contre, le devoir de sécurité étant constitué en devoir fondamental, l'institution judiciaire pouvait constituer un frein au désir de vengeance de nos concitoyens. D'autre part, une certaine fraction de cette institution judiciaire commençait à gêner réellement le pouvoir, et la floraison des Syndicats de la Magistrature, des Syndicats des Avocats n'augurait rien de bon. Les grands cris d'une minorité tapageuse, farouche défenseurs de la propriété, allaient permettre de museler et de mettre au pas une corporation dont les vellétés d'indépendance devenaient inadmissibles, même si celles-ci étaient plus que limitées.

— **Première cible : les avocats :**

Par définition, l'avocat est l'auxiliaire de la Justice, et non : celui de la police. Il est donc en situation permanente de suspicion. Sur le fond, ce sont les droits de la défense qui sont présentés comme contraires aux devoirs de la sécurité. Il est évident qu'à ce moment-là, la défense des délinquants est contradictoire avec l'idée qu'on cherche à donner à l'opinion publique. Pire encore, on assistait à une prise de conscience de certains avocats sur les problèmes de défense, réflexion qui n'existait pas il y a quelques années. Ceux-ci ne restaient plus sur le terrain strict d'un Droit façonné par la bourgeoisie, mais menaient leur défense sur le terrain politique. A terme, c'est tout l'édifice de la Justice qui pouvait être remis en cause. L'État ne pouvait bien sûr admettre qu'un de ses fidèles piliers lui échappe. Il lui fallait la peau de certains avocats et il l'aurait, fût-ce en s'attaquant à la profession entière !

Sa tâche serait d'autant plus facile qu'il lui suffisait... de suivre la voie tracée en RFA. Chacun se rappelle que dans ce pays les problèmes se sont posés à l'occasion des procès de la bande à Baader. On avait alors assisté à une restriction considérable des droits de la Défense, qui s'était concrétisée par une limitation des droits des avocats, l'interdiction de plus en plus grande de communiquer avec les clients, la possibilité pour un tribunal d'interdire à des avocats de défendre, et, à la fin, l'inculpation d'un certain nombre d'avocats, dont Klaus Croissant et son extradition de France qui allait signer l'acte de naissance effectif de l'espace judiciaire européen. A la suite de cette pratique de plus en plus dure à l'encontre de la défense, ce furent des modifications législatives limitant « légalement » les droits

de la défense, ne laissant plus aux détenus qu'un choix extrêmement limité en ce qui concerne leurs avocats.

L'Allemagne allait par la suite faire recette puisque c'est dans l'ensemble de l'Europe occidentale que des problèmes accrus se posèrent aux avocats (par exemple affaire Graindorge en Belgique, contraintes pesant sur les avocats des B.R. en Italie). En France, c'est par un autre biais que vinrent les limitations du droit de la défense. Mais dans un cas comme dans l'autre, elles sont liées à la campagne de sécurité. C'est l'affaire Mesrine qui a servi de premier détonateur aux attaques systématiques contre les avocats, ceux-ci étant censés avoir passé des armes à Mesrine pour qu'il puisse s'enfuir. Une nouvelle fois, cela vient de se produire lors de la tentative d'évasion de Philippe Maurice. A partir de cas particuliers, d'ailleurs plus que douteux, tous les avocats sont soupçonnés d'être complices des gens qu'ils défendent. En Allemagne, tout avocat d'un terroriste devenait lui-même un terroriste. En France, ce n'est ni plus ni moins un délinquant ! Et une nouvelle fois, les médias sont mis à contribution pour mener ces attaques et entretenir la suspicion perpétuelle envers la profession.

Actuellement, les attaques sont de différentes natures. Sur le plan économique, sur le plan fiscal, il y a eu un certain nombre de choses, mais ce qui est caractéristique, c'est qu'on a attaqué la profession d'avocat dans sa fonction même. De plus en plus, les avocats rencontrent, en matière pénale en particulier, de plus en plus de difficultés à exercer leur métier. Il leur est ainsi de plus en plus difficile d'avoir des copies des pièces, des dossiers avant l'instruction, bien que la loi l'impose. Ils sont d'autre part en butte à des contraintes plus dégradantes, notamment quand ils rendent visite à leur client.

— **Deuxième cible : les magistrats :**

Les magistrats aux aussi subissent le contrecoup de la campagne pour la sécurité. Aujourd'hui, l'accusation de laxisme (sic) est constante entre eux. Une nouvelle fois, il suffit de lire la presse Hersant pour s'en rendre compte : « On arrête des voleurs, mais ils sont aussitôt remis en liberté par les juges », est la trame grossière d'un discours cent fois répété qui ne correspond à aucune réalité. Après quoi, on a fait jouer à plein sur les juges la pression de l'opinion publique ce qui avait permis de faire passer un certain nombre de mesures concrètes, qu'il s'agisse de la limitation des pouvoirs des juges d'application des peines ou des tentatives de normalisation de l'appareil judiciaire, soit par le jeu des promotions et sanctions, soit par le recrutement externe de magistrats plus fidèles aux pouvoirs.

L'aboutissement du septennat : la loi Sécurité et Liberté

Sept ans, c'est le temps qu'il aura fallu pour conditionner l'opinion d'une telle manière qu'elle accepte, voire même réclame, un projet dont les conséquences sont

encore incalculables pour tous ceux qui refusent d'obéir et de rentrer dans le rang. Sept ans pour pondre une loi, dont un de nos camarades disait ici même qu'il n'apparaît pas propice à l'instauration d'un climat favorable à la sécurité. Quant à la liberté, on n'en voit pas de trace ! Sept ans pour une loi qui met en pièces l'espace déjà exigé de nos libertés...

La loi Peyrefitte est un des aboutissements logiques de la campagne sur la sécurité. Grâce à elle, il ne tombera pas dans les oubliettes de l'histoire, sa seule vraie place. Il installe une loi d'état de siège fondée sur le couple peur-répression. Chose remarquable : à la quasi-unanimité, l'institution judiciaire s'est élevée contre cette loi. Et l'État, secondé par l'opinion publique, a littéralement méprisé cette opposition. Mécanisme classique des Etats totalitaires qui, pour assurer leur survie, aiment établir un rapport direct avec « les masses populaires », fût-ce en les dressant contre des castes privilégiées hier et reniées aujourd'hui. Ne nous leurrions pas, la caste judiciaire qui tient trop à ses privilèges, fait déjà le gros dos, et pour ce faire, n'hésitera pas à éliminer de son sein les tribunaux qui sont à l'origine d'une de ses plus belles peurs depuis la Libération : le petit juge de la Sonacotra vient d'en faire les frais, comme d'autres avant lui.

Il en est de même pour les avocats qui ne peuvent s'illusionner sur la neutralité de la loi, ni sur la neutralité de la Justice. Comme le magistrat, l'avocat est un rouage de l'institution et tout son langage, toute son intervention sont bœuffés par l'appareil, y compris dans les procès politiques. Si nous pouvons avoir quelques sympathies pour certains avocats, voire certains magistrats, le rôle des anarchistes n'est pas de défendre une caste combattue par d'autres castes. Nous serions les premiers à en faire les frais.

Reste que la bourgeoisie s'est forgée un puissant outil qu'elle affina encore dans les prochaines années, notamment grâce à l'informatique, car sa cible, bien entendu, n'est pas la délinquance qui ne lui fait pas trop de mal. Non, ses visées sont plus vastes et ses cibles tout autres. Il suffit de lire la loi Peyrefitte entre les lignes pour s'apercevoir que le droit de grève est, à terme, menacé, ainsi que certaines formes de manifestations. Par la suite, c'est l'ensemble des travailleurs que la bourgeoisie devra être capable de réprimer.

Il y a quelques mois, les droits de grève, les libertés de réunion, d'association, d'expression... pouvaient sembler être protégés par la loi. Que faire ? Eh bien, justement, une campagne de la peur qui a permis de tourner puis de modifier les lois.

1981, objectif réussi... Et bientôt « 1984 », si nous ne réagissons pas rapidement pour créer enfin une nouvelle société d'où toutes ces saloperies seront bannies.

BEN (groupe FA dAmiens)